

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CAMBES EN
PLAINE
DU 1 JUILLET 2010

L'an deux mil dix, le premier juillet, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Mickaël BERTRAND, Maire.

PRESENTS : Daniel ANTONIOLLI, Alain BERTANI, Mickaël BERTRAND, Virginie CHABBERT, Daniel COUTABLE, Jean-Pierre DUBAS, Laurence FOLLAIN, Eric GOBERT, Bernard GUERANDEL, Joël SUZANNE et Laurence VAN DOORNE

ABSENTS EXCUSES : Elisabeth HOLLER, Laurence FLÉCHE, Daniel DIGUET, Jean-Paul AUVRAY..

POUVOIR : Daniel DIGUET a donné pouvoir à Alain BERTANI, Jean-Paul AUVRAY à donné pouvoir à Eric GOBERT, Elisabeth HOLLER à donné pouvoir à Mickaël BERTRAND et Françoise FLÉCHE à donné pouvoir à Joël SUZANNE.

Virginie CHABBERT est nommée secrétaire de séance.

La séance s'est ouverte à 18 heures vingt cinq.

En préambule Monsieur le Maire rappelle le caractère extraordinaire de ce Conseil Municipal afin de délibérer sur la décision d'un recours contre le permis de construire de la zone commerciale de la Bijude.

Mr. Alain BERTANI intervient en rappelant l'accord passé pour cette zone commerciale qui exclus l'implantation des métiers de bouche hormis la restauration rapide.

« Monsieur Doublet a tenu ses engagements sur plusieurs mois. Il a formulé une demande liée à l'implantation d'un magasin d'alimentation qui lui a été refusé. »

Monsieur Doublet a décidé l'implantation d'un double commerce : brasserie et vente de pain. Cette installation a été faite sans l'accord du Maire de Bieville/Beuville. Une réunion s'est tenue avec les Maires des communes concernées et Mr. Doublet. A cette occasion, il a été rappelé à Mr. Doublet qu'il n'était pas question d'avoir un dépôt de pain sur la zone commerciale de la Bijude et que l'ouverture ne pourrait se faire dans les délais impartis. Le locataire n'ayant pas « cru bon » de contacter le maire de Bieville/Beuville avant l'installation sur la zone commerciale.

De ce fait, il peut être envisagé des mesures draconiennes si Mr. Doublet ne tient pas ses engagements initiaux.

Les Maires des quatre communes concernées soit : Cambes en Plaine, Epron, Mathieu, Bieville/Beuville se sont rencontrés et se sont accordés sur ce sujet.

Le Maire de Cambes en Plaine a rencontré le Maire de Bieville/Beuville qui lui a expliqué qu'une première délibération a été prise par la commune le 11 avril 2005 excluant les métiers de bouche de la zone commerciale excepté la restauration rapide, que le Conseil Municipal de Bieville/Beuville a confirmé.

Monsieur le Maire fait lecture, ensuite, de la délibération de la séance du Conseil Municipal de Bieville/Beuville du 18 juin dernier.

Mr. Alain BERTANI informe le Conseil Municipal que deux constats faits par voie d'huissier de justice ont été faits concernant le défaut d'affichage ainsi qu'un courrier à son homologue de la commune de Bieville/Beuville. Il explique que ce défaut d'affichage prolonge les délais contentieux et que toute personne ayant un grief contre ce permis de construire peut faire l'objet d'un recours et que l'on peut déferer devant le tribunal administratif.

Il propose d'intenter un recours gracieux auprès du maire de Bieville/Beuville et que s'il n'y a pas de réponse favorable déferer son rejet devant le tribunal administratif de Caen.

Mr. BERTANI rappelle que le permis de construire est ancien, qu'il date du 4 janvier 2007. La circulation se fait par voie communale et que la mairie de Cambes en plaine aurait dû être consultée ce qui n'a pas été fait et constitue un vice de forme notoire suffisant pour amener l'annulation en contentieux car « La commune gestionnaire de la voirie doit être consultée. »

Nous constatons donc :

- 1- Défaut d'affichage
- 2- Illégalité manifeste

Ces deux points étant suffisants pour intenter un recours contre ce permis de construire mais que dans ce cas, tout le bâti est concerné car il s'agit d'un acte indivisible.

Mr. Alain BERTANI propose au Conseil Municipal de se rendre sur place afin de constater de visu ce défaut d'affichage et qu'il est urgent de statuer et de consacrer l'urgence du recours.

Il explique que le Conseil Municipal doit choisir la procédure à adopter. Soit un recours gracieux et un recours contentieux, soit directement un recours contentieux. Il précise que cette action de recours qui va « se faire savoir » permettrait à Mr. DOUBLET de réfléchir et de voir ce qui peut être fait.

Il propose qu'il puisse représenter le maire en cas de recours devant le tribunal administratif.

Monsieur le Maire répond que les deux maires d'Epron et de Mathieu sont solidaires de cette action et que « la mairie de Cambes en plaine a un grief supplémentaire étant donné que les dessertes des voies d'accès de la zone commerciale sont sur le territoire de notre commune ».

Monsieur le Maire rappelle la totale solidarité des quatre maires face à cette situation.

Il informe le conseil Municipal que Mr. DOUBLET serait prêt à négocier mais que la « franchise » pose problème. Une réunion de conciliation est prévue le 9 juillet avec les trois autres maires concernés et l'enseigne afin de trouver un accord. La commune de Biéville/Beuville demande l'arrêt du dépôt de pain sur cette zone.

Monsieur le Maire précise qu'un recours contentieux peut se retirer à tout moment tant que la juridiction administrative concernée n'a pas statué.

Question : « Qui dit qu'après accord, il n'y ait pas de dépôt de pain ? »

Monsieur le Maire répond que l'on va demander une copie du règlement du PLU à la commune de Biéville/Beuville.

Monsieur Alain BARTANI précise que s'il n'y a pas d'accord et si le recours contentieux est arrêté, il y aura des conséquences financières importantes pour la commune de Biéville/Beuville. Cf : l'article R423-53 du code de l'urbanisme.

Monsieur le Maire propose la suspension de la séance et de passer au vote.

La suspension de séance est approuvée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal se rend sur place à 18h45.

Visite de la zone commerciale et constatation par les membres du Conseil Municipal du défaut d'affichage sur place.

Retour en séance du Conseil Municipal à 19h10 et reprise de la séance.

Mr. Alain BERTANI : « Vous avez pu constater l'absence de formalité d'affichage et également que la rue du Pot d'Étain n'est pas adaptée au mouvement de clientèle généré par cette implantation. Il vous est demandé de statuer en urgence et de prendre la délibération suivante : Mr BERTANI lit le projet de délibération. Je vous demande de mandater le Maire ou de me donner délégation auprès du tribunal administratif de Caen et auprès du maire de Biéville/Beuville.

Monsieur le Maire : « Peut on abandonner le recours gracieux et attendre un recours contentieux, »

Mr. Alain BERTANI répond que si l'on tient compte de cela, il faudra deux mois et un délai d'un an et demi pour modifier le PLU de Biéville/Beuville. Monsieur doublet aura donc cette période pour changer d'avis.

Monsieur le Maire demande si le recours permet de demander la suspension de l'activité

Monsieur Alain BERTANI répond que le recours n'est pas suspensif. Pour cela, il faut : -des moyens sérieux et – une notion d'urgence. Comme « on se réveille trois ans après », il n'y a pas de notion d'urgence.

Monsieur le Maire dit qu'un recours ne suspend pas les diverses commissions et que le maire de Biéville/Beuville n'a pas encore donné son accord pour toute l'installation électrique nécessaire.

Monsieur le Maire dit :

- 1 Nous allons vers un recours gracieux
- 2 Je vais prendre un arrêté pour un sens interdit sauf riverains en ce qui concerne l'utilisation de la rue du Pot d'Étain. Le maire de Biéville/Beuville en sera informé. Le temps presse car l'ouverture de l'enseigne est prévue pour le 2 août prochain.
- 3 Le maire prendra toutes les mesures qu'il jugera nécessaire dans cette affaire

Nous allons voter tout d'abord sur le caractère d'urgence.

Approbation du Conseil Municipal à l'unanimité sur le caractère d'urgence

Monsieur le Maire déclare alors que la commune de Cambes en plaine débutera son action par un recours gracieux et que le conseil Municipal prévu fin juillet 2010 statuera en fonction des décisions de Monsieur DOUBLET et de l'enseigne.

Le recours contentieux auprès du tribunal administratif sera envisagé si aucune solution n'est apparue d'ici le 2 août 2010.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la délibération telle que proposée.

Clôture de la séance du Conseil Municipal à 19h20.

Le Maire,

Secrétaire,

Mickaël BERTRAND

Virginie CHABBERT